

Rapport d'activités de la section 2010 / Perspectives 2011
LDH de Saint-Denis de La Réunion



Assemblée générale du 27 novembre 2010

2010 : la section en quelques chiffres...

684 abonnés à notre newsletter Otéalig !

118 articles dans les trois quotidiens de La Réunion consacrés aux actions et positions de la Ligue des droits de l'Homme de janvier à novembre 2010

106 ans, le bel âge de notre section de la Ligue des droits de l'Homme de Saint-Denis inscrite depuis plus de cent ans dans le paysage réunionnais

70 adhérentes et adhérents à jour de cotisation en 2010

53 participants aux formations organisées par la section

44 organisations réunionnaises signataires de l'appel du 4 septembre 2010 contre la xénophobie d'Etat et contre la politique du pilori

20 rue Lislet Geoffroy à Saint-Denis, nouveau local de la section depuis septembre 2010

4 dîner-débats et brunchs citoyens

2 membres du comité central de la Ligue des droits de l'Homme qui sont venus soutenir l'activité de la section en 2010

...

Notre dernière assemblée générale de novembre 2009 avait permis de définir trois axes prioritaires de travail :

1. structurer et organiser la vie de la section

2. développer des groupes de travail et des actions de la section

3. assurer un rayonnement, une visibilité et un travail en réseau de la section

Ce rapport d'activités permet de faire le point sur les actions réalisées en 2010 dans ces trois axes et de proposer des orientations pour 2011.

Axe 1 : structurer et organiser la vie de la section

✓ Objectif 1 : conforter l'activité régulière de la section.

Huit réunions mensuelles de section ont été réalisées à raison d'une réunion régulière par mois en 2010 et sept réunions de bureau. (Les comptes-rendus sont téléchargeables sur le site internet de la section avec mot de passe).

Une permanence de la section est assurée le mardi après-midi avec ouverture au public.

Suivi des cas individuels :

Rares sont les semaines pendant lesquelles la section n'aura pas été interpellée par une personne qui estime que ses droits ne sont pas respectés.

Les catégories de cas sont multiples mais nous avons toujours adopté une attitude qui consiste

-A écouter et à orienter la personne vers la structure la mieux à même de l'aider : syndicat, Halde, avocat, autre association... On ne prend jamais partie, on essaie de ne pas tomber dans l'affectif, on n'a pas de compétence juridique.

-Dans certains cas, parce que souvent les personnes ont peur, on les accompagne à la police, à la PAF ou à la préfecture.

-On peut parfois intervenir auprès d'un consulat de la zone ou d'un gouvernement (par exemple avec la FIDH pour Saïd Larifou)

Les résultats : souvent, le fait d'être écoutées et soutenues rassure les personnes et elles continuent leurs démarches.

Parfois cela n'avance pas (ex : famille P dont les enfants sont bloqués à Tana)...

Parfois on gagne :

-Pour l'étudiante malgache dont on a obtenu de la préfecture qu'elle puisse terminer son année universitaire

-Pour Madame P. mariée à un Français, que la PAF avait décidé de renvoyer à Madagascar pour qu'elle demande un visa et qui vient de téléphoner pour nous remercier. Elle vient d'obtenir son titre de séjour.

-Pour Saïd Larifou

...

Perspectives 2011

Maintenir les réunions mensuelles ouvertes à toutes et à tous avec des interventions ou des thématiques.

Associer les responsables de groupes de travail au travail du bureau.

Se donner les moyens d'une permanence juridique (envisager l'accueil possible d'étudiant-es en droit en service civique au sein de la section).

✓ **Objectif 2 : organiser des moments d'accueil pour les nouveaux adhérents.**

Des temps de rencontres, notamment avec la venue de Dominique Guibert, secrétaire national de la LDH, ont permis de mieux présenter la ligue, son histoire et ses valeurs.

Perspectives 2011

Inciter chaque nouvel-le adhérent-e à s'abonner à LDH-Info et à la revue Hommes & libertés.

Continuer à organiser une rencontre-accueil avec les adhérent-es sur les fondamentaux de la LDH et sur la connaissance du fonctionnement de notre association.

✓ **Objectif 3 : organiser des temps de formation, permettre aux ligueuses/ligueurs qui le souhaitent d'accéder aux ressources nationales (congrès, université, groupes de travail...).**

Participation de quatre ligueurs à la convention de la LDH en juin 2010 et à la réunion nationale du groupe Outremer.

Participation aux Etats généraux de l'enfance.

Organisation de plusieurs séquences de formation financées dans le cadre des crédits de formation des bénévoles des CDVA (crédits départementaux d'aide à la vie associative) :

-Avec Nicole Launey, coresponsable du groupe Outremer à la direction nationale de la LDH : Droits des migrants

-Avec Dominique Guibert, secrétaire général national de la LDH : Des secteurs d'intervention de la LDH, valeurs défendues, actions à promouvoir

-Avec Evelyne Sire Marin : Justice et droits de l'Homme

Perspectives 2011

Se donner les moyens pour que des ligueuses et des ligueurs participent au congrès de la LDH les 11, 12 et 13 juin 2011 à Toulouse et notamment au séminaire des sections des Outremer qui le précèdera.

Amplifier l'inscription des ligueuses et des ligueurs sur les listes de travail thématiques nationales.

Participation au groupe de travail Outremer de la LDH et à la réalisation du numéro spécial Hommes et libertés consacré aux Outremer en 2011.

Poursuivre les actions de formation et de sensibilisation.

✓ Objectif 4 : actualiser le site de la section et diffuser une newsletter

Diffusion d'une newsletter d'information « Otélalig » à près de 700 contacts.

Le site de la section (<http://www.ldh-france.org/section/saintdenis-reunion/>) est également régulièrement mis à jour avec une fréquentation de 3750 visites de janvier à novembre 2010 (contre 1429 l'exercice précédent).

Perspectives 2011

Augmenter l'audience de la diffusion des informations de la LDH.

Nourrir le site de la section par l'activité des groupes, la réflexion des ligueuses et des ligueurs et par un agenda citoyen partagé avec les autres associations.

Désigner une ou un référent pour la responsabilité du site.

✓ Objectif 5 : organiser des moments de réflexion sur les sujets de la LDH ouverts aux sympathisant-es lors de dîner-débats, rencontres ou autres formes.

Deux séminaires ont été organisés avec la venue de Dominique Guibert, secrétaire national, et Evelyne Sire-Marin, membre du comité central de la LDH : « urgence pour les libertés, urgence pour les droits : les libertés syndicales » et « la justice en débat » : deux moments forts de mobilisation pour la section en février et octobre 2010.

Deux dîners-débats organisés en 2010 : un sur le thème de la campagne « urgence pour les libertés, urgence pour les droits » (au centre Jacques Tessier) avec Dominique Guibert, l'autre sur « Justice et droits de l'Homme » (au Créolia) avec Evelyne Sire-Marin.

Deux « brunchs citoyens » organisés en 2010 :

L'un en lien avec la Journée de l'Europe (partenariat Centre Régional Information Jeunesse et Europe Direct Réunion – CRIJ Réunion, La Mutuelle des étudiants – LMDE Réunion et l'Union Nationale des Etudiants de France – UNEF Réunion) sur la diffusion de la bande dessinée « sous surveillance ».

L'autre en lien avec les Journées Nationales Prison (partenariat Association Nationale des Visiteurs de Prison – ANVP-Section de La Réunion) sur le thème de « Prison : la dernière grande muette ? »

Deux séances de « cinéma des droits de l'Homme » : autour du film « Mayotte, où va la République ? » en partenariat avec RESF 974 et En quête production, et autour du film « Ulysse Clandestin » sur le thème du ministère de l'immigration en partenariat avec RESF 974 et Ciné Campus.

Soutien pour sa première édition au Festival International des droits de l'Homme à La Réunion organisé par Alliance cinéma et participation de la section aux débats.

Perspectives 2011 :

Maintenir la diversité des formes d'actions pour permettre les échanges.

Rechercher de nouvelles formules du type « café citoyen » ou autres actions notamment à destination des étudiant-es.

Continuer à décentraliser une partie de ces actions hors de Saint-Denis.

Poursuivre la réalisation de séminaires (sur la « prévention de la délinquance et la sécurité », sur « le pacte pour la citoyenneté et les droits »).

✓ Objectif 6 : assurer les moyens de fonctionnements financiers et matériels de la section.

La situation de la trésorerie est saine même si elle nous permet simplement d'assurer le fonctionnement courant de la section. Le nombre croissant d'adhérentes et d'adhérents permet de garantir l'indépendance de notre fonctionnement.

A ce jour, du côté des demandes de subvention, seule la DDJS et la ville de Sainte-Suzanne ont apporté une contribution aux projets de notre section. Les demandes auprès du conseil général, du conseil régional et de la ville de Saint-Denis, n'ont fait l'objet d'aucune réponse positive ou négative. Le dossier déposé auprès du Fonds de coopération régionale pour la mise en œuvre d'un premier Forum des droits de l'Homme de l'Océan indien a été clairement écarté par la préfecture eu égard aux positions publiques de notre section.

L'action engagée auprès de banques mutualistes ou coopératives pour développer un livret d'épargne solidaire n'a pas trouvé d'issue favorable : un refus de la Caisse d'épargne et une attente de réponse de la BRED. Compte-tenu de la position du Crédit agricole dans le non-respect des droits syndicaux, nous n'avons pas donné suite à leur proposition.

L'association « Terre des Hommes Réunion » partage toujours les locaux de notre section et par là-même les charges de notre nouvelle structure : la section a emménagé dans ses nouveaux locaux en septembre 2010 grâce à une contribution significative de la SODIAC.

A noter la contribution, sous forme de dons et mécénat auprès de la section, par la mise à disposition d'encarts de communication de la LDH par le festival Sakifo et le magazine culturel Keskipass.

Perspectives 2011

Doubler les adhésions pour garantir l'indépendance et le fonctionnement de la Ligue des droits de l'Homme.

Obtenir des financements publics sur les actions prévues de la section relevant de leurs champs d'intervention.

Développer des partenariats privés pour soutenir nos actions (MAIF, LMDE, MGEN...) et maintenir les actions de mécénat.

✓ Objectif 7 : lancer une campagne d'adhésions en lien avec le national.
16 adhésions en 2008 (un bureau de 4 membres élu), 40 en novembre 2009 (+150% / 2008 avec un bureau de 11 membres élu), 70 à notre assemblée générale de 2010 (+ 72% / 2009 avec un bureau de 15 membres à élire) : la dynamique est toujours là, et il nous faut la consolider.

Perspectives 2011

Lancer une campagne d'adhésions avec la dynamique du « pacte pour la citoyenneté et pour les droits ».

Lancer un « parrainage » militant.

Développer la Ligue des droits de l'Homme en permettant son développement dans d'autres territoires géographiques (comme à Saint-Pierre).

Axe 2 : développer des groupe de travail et des actions de la section

Groupe « Promotion des droits de l'Homme, des droits de l'enfant et éducation à la citoyenneté »

Il s'agit pour ce groupe de travail d'assurer la participation de la LDH dans des actions ciblées durant des moments comme « la semaine d'éducation contre le racisme », « la journée internationale des droits de l'enfant », « les poèmes de la fraternité » et de répondre aux différentes sollicitations durant l'année.

Actions réalisées en 2010 sur les droits de l'enfant :

- La Possession, avec les Francas, semaine contre le racisme
- Ste Marie, village fraternel avec la ligue de l'enseignement
- Ste Suzanne, action contre le racisme

Dans le cadre des journées réunionnaises des droits de l'enfant organisées par la section :

- St Denis, « detak la lang » le 18/10/10
- La Saline, centre Jacques Tessier, le 19/10/10.
- St Pierre, Pierrefonds, le 20/10/10

Lutte contre les discriminations :

- St Gilles, intervention auprès d'une association, le CLIPS, sur les droits des personnes porteuses de handicap
- Action commune avec la Halde et l'ARPS pour la journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie
- Mobilisation contre la xénophobie de l'Etat et la politique du pilori sur le parvis des droits de l'Homme le 4 septembre 2010
- Soutien à la réalisation d'une exposition photographique sur le thème des transsexuels à Madagascar

Perspectives 2011

Organiser l'action de la LDH pour l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté dans les établissements en lien avec le rectorat.

Préparer les temps forts de l'année (Semaine d'éducation contre le racisme, Journée des droits de l'enfant...).

Investir dans la lutte contre l'illettrisme.

Création d'un groupe de travail sur les discriminations liées à la langue.

Groupe « Prison »

Trois réunions du groupe « prison »

Participation aux Journées nationales prison sur le thème : « Prison : la dernière grande muette ? »

Rencontres avec les directeurs de deux centres pénitentiaires

Visite des centres pénitentiaires en accompagnement d'une députée européenne

Accueil de la délégation du Contrôleur général des lieux de privation de liberté

Perspectives 2011

Faire aboutir les demandes d'habilitation.

Engager une action vis-à-vis des prisons du Port et de Saint-Pierre.

Soutenir l'action en faveur des familles.

Réunir les acteurs qui interviennent autour du milieu carcéral.

Participation aux visites ou commission de surveillance des établissements.

Groupe « Droits des étrangers »

Il s'agit pour ce groupe de travail de répondre à toutes les questions liées à cette problématique. Analyse des situations, relations avec la préfecture...

Réponse aux sollicitations dans ce domaine (dix cas traités).

Participation de la section à la commission des titres de séjour en Préfecture (non réunie en 2010).

Mobilisation sur la question des centres de rétention administrative en Outremer.

Perspectives 2011

Développement d'une permanence juridique adaptée.

Surveillance de l'activité du centre de rétention administrative de Saint-Denis.

Veille sur le droit d'accès aux soins des étrangers notamment avec la remise en cause de l'aide médicale d'Etat.

Maintien du travail avec RESF 974.

Groupe « Droits des femmes »

Participation régulière aux réunions et actions du collectif contre les violences intra familiales CEVIF

Participation à la dernière journée des états généraux des femmes à Cilaos

Participation à l'organisation du festival international du film des droits de l'Homme en août 2010 à St Pierre sur le thème « les droits des femmes, un combat pour les droits de l'Homme »

Participation à la Marche Blanche

Actions en partenariat : mobilisation contre la lapidation de Sakineh

Participation au jury du prix Faham sur la publicité sexiste et celle promouvant l'égalité homme/femme

Action de sensibilisation contre les jouets sexistes

Perspectives 2011

Poursuivre le travail avec les associations et élargir le cadre partenarial ainsi que les axes d'intervention

Groupe « Société de surveillance, vie privée et libertés »

Action contre la prolifération de la vidéosurveillance à La Réunion, lettre ouverte aux élu-es

Diffusion de la bande dessinée « sous surveillance » sur la question de la protection des données personnelles.

Veille sur les conséquences de la mise en place des fichiers.

Perspectives 2011

Intensifier l'action de vigilance vis-à-vis des fichages (Bases Elèves, Edvige...).

Mener une action spécifique à destination des pouvoirs publics sur le développement de la vidéosurveillance à La Réunion.

Groupe « COSPAR », transformé en « Droits économiques et sociaux »

Colloque de février sur les libertés syndicales

Soutien aux droits fondamentaux : ex salariés de l'ARAST, mobilisation contre la réforme des retraites...

Perspectives 2011

Axer nos campagnes de sensibilisation sur les droits économiques et sociaux.

Agir plus particulièrement sur l'article 26 de la DUDH relatif au droit au logement (action sur le DALO en 2011).

Axe 3 : assurer un rayonnement, une visibilité et un travail en réseau de la section

✓ Objectif 1 : communiquer les prises de position de la LDH et réagir aux atteintes aux droits de l'Homme dans l'actualité.

Les prises de position de la section ainsi que ses actions font l'objet d'une attention régulière des médias à La Réunion et il n'est pas rare que notre section soit interpellée sur des sujets d'actualité.

Perspectives 2011

Organiser la prise de parole de la section par un groupe communication chargé de valider les positions de la section.

Maintenir des conférences de presse sur des actions ciblées.

Relayer les prises de position élaborées au national quand elles ont du sens à La Réunion.

Tisser des partenariats médias sur le « pacte pour la citoyenneté et pour les droits ».

✓ Objectif 2 : conforter nos partenariats, les rencontrer et élargir nos réseaux

C'est le point fort de l'année 2010 : notre section a montré sa capacité à agir en partenariat inter-associatif, à renouer des liens avec les acteurs du monde judiciaire et à construire des relations durables avec les syndicats.

La LDH a fait part de son analyse lors d'interventions en 2010 :

- Après des animateurs des Francas : « Comment aborder la question du racisme avec des ados ? »
- A l'IRTS, dans le cadre de la formation des travailleurs sociaux : « Histoire des droits de l'Homme, des différentes déclarations et des institutions internationales »
- Dans le cadre du DU de victimologie : « Présentation de la LDH : histoire, valeurs défendues et actions »

Perspectives 2011

Conforter les réseaux et les partenariats, ouvrir un dialogue avec les élu-es de La Réunion.

✓ Objectif 3 : participer en 2011 à la construction et au rayonnement du « pacte pour les droits et la citoyenneté »

Autres perspectives 2011 à développer :

Premier forum des droits de l'Homme de l'Océan indien en novembre 2011

Création d'un groupe de travail « observatoire des médias à La Réunion »